

Les Fédérations syndicales internationales lancent un appel en vue de mettre fin à l'effondrement de la démocratie en Haïti

Déclaration conjointe des Fédérations syndicales internationales

La dictature des Duvalier (1957-1986), un des chapitres les plus sombres de l'histoire des Amériques, a été marquée par plusieurs milliers de disparitions, des actes de torture, des exécutions sommaires, des assassinats et bien d'autres crimes contre l'humanité. La plupart des Haïtiens et Haïtiennes pensaient que cette époque était définitivement révolue, espérant ne plus jamais être les témoins de telles atrocités.

Or, tout récemment, le 7 février 2021, le président Jovenel Moïse a vu son mandat arriver à terme, conformément aux dispositions de la constitution haïtienne, mais a décidé de rester au pouvoir, contrairement à la position défendue par les syndicats, le Barreau haïtien, les spécialistes juridiques, la communauté universitaire, les dignitaires religieux et beaucoup d'autres groupes de la société civile.

D'une façon ou d'une autre, Jovenel Moïse est bel et bien un dictateur. Ce dernier gouverne par décret depuis plus d'un an, étant donné qu'aucun des 119 sièges de la Chambre basse n'est occupé et que seulement un tiers des membres du Sénat ont un mandat élu. Le mois dernier, il a forcé trois juges de la Cour suprême à prendre leur retraite anticipée, ordonnant par la même occasion l'arrestation de l'un d'entre eux pour avoir osé contester la prolongation de son mandat.

Jovenel Moïse est en passe de renforcer davantage encore son pouvoir, puisqu'il a récemment appelé à un référendum en vue de réformer la constitution du pays et a annoncé son intention d'organiser des élections plus tard dans l'année, ce qui, dans les conditions actuelles, ne peut se faire librement ou légitimement.

Reprenant à son compte les stratégies utilisées par la famille Duvalier, Jovenel Moïse a créé sa propre version des escadrons de la mort des *tontons macoutes*, afin de museler toute opposition à son pouvoir. Il a fait appel à des gangs criminels et aux forces de police pour faire exécuter des opposant-e-s politiques et des activistes, réprimer les mouvements de contestation, assassiner des journalistes et organiser des rafles au domicile des membres de l'opposition, en particulier durant la nuit.

Les syndicalistes font l'objet de répressions systématiques : vagues de licenciements, arrestations arbitraires et menaces de mort visant les travailleur·euse·s des quelques secteurs ayant eu la possibilité de créer des syndicats, comme l'éducation, le secteur public et les zones franches d'exportation.

L'unique soutien dont bénéficie actuellement Jovenel Moïse provient du *Core Group*, composé de la représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies, des ambassadeurs du Brésil, du Canada, de l'Union européenne, de France, d'Allemagne, d'Espagne et des États-Unis, et du représentant spécial de l'Organisation des États américains (OEA).

La communauté internationale se croise les bras pendant que les travailleur·euse·s d'Haïti sont victimes d'attaques et d'exactions systématiques. Jovenel Moïse bénéficie du soutien du *Core Group* et s'autorise à continuer à diriger le pays par la force sans craindre la moindre prise de mesure extérieure.

Ce n'est qu'en brisant le silence au niveau international que la société civile haïtienne pourra unir ses forces pour restaurer la démocratie. Nous demandons à nos affiliés du monde entier d'intervenir auprès du *Core Group* et des autres gouvernements de la planète, en vue de :

1. Suspendre immédiatement toute aide et assistance à Jovenel Moïse pouvant contribuer à la réalisation de ses objectifs dictatoriaux, qui consistent à adopter une nouvelle constitution et à organiser des élections non démocratiques en présence d'un conseil électoral dénué de toute légitimité.
2. Condamner toutes les atteintes aux droits humains et syndicaux du peuple haïtien, orchestrées par le régime de Jovenel Moïse.

Nous soutenons pleinement le peuple haïtien, qui s'efforce de restaurer la démocratie, l'État de droit et le respect des droits humains et syndicaux, actuellement proscrits par le président autoproclamé d'Haïti, Jovenel Moïse.

Stephen Cotton
Président, Conseil des Global Unions
Secrétaire général, ITF

Sharan Burrow
Secrétaire, Conseil des Global Unions
Secrétaire générale, CSI

Christy Hoffman
Vice-Présidente, Conseil des Global Unions
Secrétaire générale, UNI Global Union

Anthony Bellanger
Secrétaire général, FIJ

David Edwards
Secrétaire général, IE

Valter Sanches
Secrétaire général, IndustriAll

Ambet Yuson
Secrétaire général, IBB

Rosa Pavanelli
Secrétaire générale, ISP

Sue Longley
Secrétaire générale, UITA